



GLOBAL
CENTRE FOR
PLURALISM

CENTRE
MONDIAL DU
PLURALISME

Le matériel et le logiciel du pluralisme

Will Kymlicka | Université Queen's
Mars 2017

Lors de sa Conférence LaFontaine-Baldwin en 2010, Son Altesse l'Aga Khan a utilisé une métaphore tirée du domaine de l'informatique pour constater que le « matériel » autant que le « logiciel » étaient nécessaires au succès du pluralisme. Le matériel se compose des institutions telles que les constitutions, les législatures, les tribunaux, les écoles et les médias. Ces institutions formelles définissent les espaces juridiques et politiques au sein desquels les membres de la société agissent. Selon lui, le logiciel fait référence aux « habitudes culturelles » ou à la « mentalité publique » telles que les conceptions de l'identité nationale ou les récits historiques. Ces habitudes et mentalités influencent nos façons de considérer qui appartient et contribue à la société, et d'interagir quotidiennement avec les autres¹.

Chaque dimension est essentielle. Même les institutions les mieux conçues échoueront si les citoyens entrent dans ces espaces institutionnels avec des attitudes de peur et d'exclusion. Le philosophe des Lumières Emmanuel Kant a déjà

dit que « le problème que représente l'organisation d'un État, aussi difficile qu'il puisse paraître, peut se résoudre même pour une race de diables ». Mais les cas de changement réalisés dans le cadre de ce projet, *Témoigner du changement dans les sociétés diversifiées*, suggèrent que ce constat est faux. Les structures institutionnelles peuvent rapidement être corrompues par l'émergence de mouvements d'intolérance ou lentement perverties par de persistantes attitudes d'indifférence. Par conséquent, la promotion du pluralisme exige un travail à l'échelle institutionnelle autant qu'à l'échelle culturelle.

Cela ne signifie pas que le matériel et le logiciel sont indépendants l'un de l'autre et qu'ils évoluent sur des voies séparées. Au contraire, ils interagissent continuellement et se conditionnent mutuellement. Des institutions comme les écoles et les médias jouent un rôle important en façonnant les mentalités culturelles, tout comme les récits culturels façonnent les possibilités

¹ http://www.pluralism.ca/images/PDF_docs/lafontainebalwin_lecture2010_FR.pdf

Témoigner du changement dans les sociétés diversifiées est une nouvelle série de publications du **Centre mondial du pluralisme**. Couvrant six régions du monde, chaque « cas de changement » examine une période durant laquelle un pays a modifié son approche envers la diversité, soit développant, soit en sapant les fondements de la citoyenneté inclusive. L'objectif de la série – laquelle présente également des aperçus thématiques d'éminents universitaires – est de favoriser la compréhension globale des sources d'inclusion et d'exclusion dans les sociétés diversifiées ainsi que des chemins vers le pluralisme.

institutionnelles. À leur meilleur, ces dynamiques produisent des cercles vertueux : l'émergence de récits et d'identités pluralistes rendent possibles les réformes institutionnelles qui, en retour, servent à renforcer les habitudes et mentalités de respect envers la diversité. Mais les dynamiques peuvent également aller dans la direction opposée, car les mentalités d'exclusion engendrent des réformes institutionnelles discriminatoires, lesquelles servent à polariser les attitudes et exacerber les sentiments de méfiance ou d'hostilité.

En effet, c'est un motif récurrent dans les cas de changement : il faut tenir compte des interactions réciproques du matériel et du logiciel ainsi que de la façon dont ces interactions peuvent engendrer des cercles vertueux ou vicieux d'inclusion et l'exclusion. Les acteurs internationaux sont souvent des spécialistes du matériel (p. ex., concevoir des systèmes électoraux) ou du logiciel (p. ex., promouvoir la compréhension interconfessionnelle), mais le pluralisme nécessite qu'une attention et qu'une expertise soient concentrées sur les deux dimensions.

Cet aperçu thématique se concentre sur une forme précise d'interaction entre le matériel et le logiciel, c'est-à-dire le lien entre les institutions politiques et les identités nationales, ou les récits nationaux. Les identités nationales ne sont en aucun cas le seul facteur qui façonne les habitudes culturelles des citoyens – nous acquérons plusieurs de nos habitudes dans des collectivités ou associations plus locales –, mais les cas de changement illustrent à maintes reprises comment les concepts de l'identité nationale ont une influence profonde – pour le meilleur ou pour le pire – sur les perspectives du pluralisme.

Cercles vertueux :

Certains commentateurs soutiennent que les concepts de nation sont toujours exclusifs et qu'une conception de la nation pluraliste (ou multiculturelle) n'existe pas. Mais plusieurs cas de changement suggèrent une optique plus prometteuse selon laquelle des changements dans le contenu de l'identité nationale peuvent déclencher des réformes institutionnelles inclusives.

Prenons l'exemple de l'étude de Daniela Ikawa sur l'adoption de la discrimination positive au Brésil. La discrimination positive fait partie du matériel institutionnel et sert à résoudre les inégalités horizontales. Toutefois, avant que ce matériel puisse se faire adopter, ou même considérer, ces inégalités horizontales doivent être rendues *visibles*. C'est-à-dire que lorsque les citoyens et les décideurs politiques observent le monde social, ils doivent être attentifs à la possible présence d'inégalités systémiques entre des groupes particuliers de la société. Cependant, pendant longtemps, ces inégalités n'étaient pas visibles au Brésil en raison du récit national sur la « démocratie raciale ». Selon ce récit, les Brésiliens sont issus d'une fusion libre et intégrée des groupes raciaux européens, africains et indigènes, ce qui se distinguerait complètement des États-Unis, où les groupes raciaux ont été tenus à l'écart les uns des autres et où le mariage interracial était défendu. Étant donné ce récit national, il a été difficile pour les Afro-Brésiliens d'affirmer qu'ils souffraient d'inégalités systémiques, puisque la simple idée que les Afro-Brésiliens formaient une catégorie identifiable s'opposait au récit national.

Pour préconiser l'adoption de la discrimination positive, la première tâche des réformateurs était de

contester le récit national sur la démocratie raciale et de souligner comment les Afro-Brésiliens étaient en fait victimes de formes précises de discrimination et de marginalisation. Bref, la première étape de la réforme institutionnelle sur la discrimination positive a été un travail culturel sur les récits nationaux.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Selon Ikawa, ce nouvel élément du matériel institutionnel a permis au logiciel culturel de changer davantage. L'adoption des politiques de discrimination positive a créé des espaces institutionnels où il était possible d'aborder différentes façons d'entrevoir l'appartenance à la société brésilienne, et d'autres façons de s'imaginer comment mettre en pratique les droits et les responsabilités de la citoyenneté. Un travail culturel a été nécessaire pour rendre la race visible en tant que marqueur d'inégalité, mais dès que l'engagement institutionnel fut pris pour résoudre ces inégalités, cela a eu pour effet de créer la possibilité de penser à la valeur positive d'une conception de l'identité nationale plus favorable à la diversité.

C'est un exemple frappant d'une interaction positive entre le matériel et le logiciel, où les changements institutionnels et culturels opèrent ensemble pour accroître le respect envers le pluralisme.

Spirales descendantes :

Malheureusement, les cas de changement commandés pour ce projet offrent de nombreux exemples où l'interaction entre le matériel et le logiciel va dans le sens contraire. En effet, l'histoire de la construction de la nation en période postcoloniale est remplie d'exemples de spirales

descendantes en ce qui concerne le matériel et le logiciel du pluralisme.

Prenons par exemple l'étude de Neil DeVotta sur le Sri Lanka. Comme l'auteur le note, lors de l'indépendance en 1948, le Sri Lanka était largement perçu comme la colonie britannique la plus susceptible de réussir sa transition vers l'indépendance. Même si l'ancien Ceylan était diversifié sur le plan ethnique et culturel, avec une minorité tamoule assez importante, il semblait y avoir un compact social consensuel entre les élites en faveur de l'indépendance et de la démocratie. Toutefois, en l'espace de six ans, les relations ethniques ont commencé à se détériorer étant donné que les partis politiques représentant la majorité cinghalaise ont adopté une série de lois visant à ancrer leur hégémonie. Par exemple, la Loi sur la langue officielle de 1956 a favorisé l'émergence du séparatisme tamoul et débouché sur l'éclatement d'une guerre civile sanglante.

Cette dynamique comporte des dimensions qui touchent tant au logiciel qu'au matériel. Pour ce qui est du matériel institutionnel, la Constitution n'a pas réussi à offrir assez de freins et contrepoids contre l'abus du pouvoir majoritaire. Mais une question préalable est de se demander pourquoi la majorité cinghalaise voulait abuser de son pouvoir. DeVotta souligne que c'est intimement lié à certains récits culturels qui ont commencé à circuler et prendre de l'ampleur. Plus particulièrement, une combinaison toxique d'idéologies religieuses et ethnonationalistes est née, selon laquelle le Sri Lanka était perçu autant comme une île sacrée appartenant aux bouddhistes qu'une patrie appartenant aux Cinghalais parmi lesquels les Tamouls (hindous ou musulmans) étaient déjà et depuis toujours un élément étranger,

perçu au mieux comme des invités tolérés, et au pire comme des traîtres déloyaux. Cette conception ethnoreligieuse exclusive de la nationalité sri lankaise a remplacé la conception plus inclusive qui avait inspiré la lutte commune pour la décolonisation.

Tout comme au Brésil, le matériel et le logiciel interagissent dans un processus interactif. La montée d'un récit ethnoreligieux exclusif a mis de la pression en faveur de réformes institutionnelles telles que des changements dans les lois linguistiques et les règles d'embauche dans les services publics, lesquels ont en retour augmenté la polarisation ethnique, durcissant ainsi les identités des deux côtés et menant ultimement à la violence.

Cette histoire n'est pas unique au Sri Lanka. Il existe de nombreux autres cas où la lutte commune pour la décolonisation a engendré un consensus social inclusif – impliquant le matériel institutionnel et le logiciel culturel –, lequel s'est ensuite dissolu au moment où un groupe a tenté de rassembler le pouvoir politique ou les ressources économiques et embrassé des récits culturels qui affirmaient sa primauté tout en délégitimant les autres en les considérant comme des étrangers, des arriérés ou des déloyaux.

L'importance de l'encadrement culturel des inégalités

Les études de ces deux pays – le Brésil et le Sri Lanka – représentent des trajectoires opposées, mais traitent du même défi, soit celui de résoudre les inégalités horizontales. Dans le cas du Brésil,

c'est un groupe marginalisé – les Afro-Brésiliens – qui a cherché à rendre son inégalité visible malgré le récit national qui la cachait. Dans le cas du Sri Lanka, c'est la majorité cinghalaise, désavantagée pendant la colonisation britannique, qui a cherché à utiliser son nouveau pouvoir en tant que majorité pour corriger son désavantage.

Évidemment, ces contextes sont très différents, mais dans chacun des cas, nous constatons l'importance cruciale de la manière dont l'inégalité est encadrée par le logiciel culturel. Au Brésil, la stratégie des Afro-Brésiliens a été de combattre l'inégalité en racontant un récit national plus inclusif, un récit qui souligne l'histoire de la discrimination raciale, mais qui s'engage également à construire un avenir partagé. Au Sri Lanka, la stratégie des nationalistes cinghalais bouddhistes a été de combattre l'inégalité par l'établissement d'un récit national exclusif selon lequel l'histoire de la discrimination a été utilisée pour remettre en question l'appartenance des Tamouls et leur capacité à partager le pouvoir.

Comme l'illustrent ces cas, le défi des inégalités horizontales n'est pas seulement une question de matériel ou, par exemple, d'efficacité des politiques de discrimination positive. La discrimination positive peut en effet être utilisée pour aider les minorités désavantagées (comme les Afro-Américains) et les majorités désavantagées (comme en Malaisie ou en Afrique du Sud). Mais ce matériel institutionnel est toujours enchâssé dans un plus vaste récit culturel, et cela est important. La discrimination positive dans un contexte peut être adoptée dans le cadre d'un récit de réconciliation nationale et de citoyenneté inclusive. Dans un autre contexte, la même politique peut être adoptée en

tant qu'outil d'exclusion ethnoreligieuse utilisée pour cibler certains groupes comme n'appartenant pas à la nation. Des éléments semblables du matériel institutionnel peuvent être liés à des récits très différents sur l'identité, l'appartenance et la responsabilité collective et avoir des conséquences très différentes sur le pluralisme.

Tout cela suggère que nous passerons à côté d'une grande partie de l'action entourant la création d'une société pluraliste si nous ne nous concentrons que sur le matériel institutionnel. Nous devons tenir compte de la façon dont les institutions facilitent certains types « d'habitudes culturelles » ou de « mentalités publiques », tout comme de la façon dont ces habitudes et mentalités peuvent nuire aux institutions. Le pluralisme est un projet culturel autant qu'un travail de conception institutionnelle.

AUTEUR

Will Kymlicka est titulaire de la chaire de recherche du Canada en philosophie politique de l'Université Queen's et professeur invité au sein du programme d'études sur le nationalisme de l'Université d'Europe centrale à Budapest. Ses intérêts de recherche incluent la démocratie et la diversité, et particulièrement les modèles de citoyenneté et de justice sociale au sein des sociétés multiculturelles.

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.

Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ou de son conseil des gouverneurs.

Cette analyse a été mandatée par le Centre mondial du pluralisme pour engendrer un dialogue mondial sur les moteurs du pluralisme. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur.

Le Centre mondial du pluralisme est une organisation de savoir appliqué qui facilite le dialogue, l'analyse et l'échange sur les fondements des sociétés inclusives dans lesquelles les différences humaines sont respectées. Établi à Ottawa, le Centre est inspiré par l'exemple du pluralisme canadien, lequel démontre ce que les gouvernements et les citoyens peuvent réaliser lorsque la diversité humaine est appréciée et reconnue comme une des bases de la citoyenneté partagée. Visitez-nous au pluralisme.ca.